

N° 5240¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

**portant approbation des Conventions Internationales du Travail
Nos 115, 119, 120, 127, 129, 136, 139, 148, 149, 153, 161, 162,
167, 170, 171, 174, 176, 177, 178, 183 et 184 et des Protocoles
relatifs aux Conventions 81 et 155**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES EMPLOYES PRIVES

(19.2.2004)

Par lettre du 12 novembre 2003, Monsieur Biltgen, ministre du Travail et de l'Emploi, a soumis le projet de loi sous rubrique à l'avis de la Chambre des Employés Privés.

1. Le projet vise l'approbation d'une série de 21 Conventions internationales du travail ainsi que deux protocoles relatifs aux Conventions internationales du travail Nos 81 et 155.

2. Parmi les 21 textes à approuver, on retrouve entre autres les matières suivantes:

- hygiène dans le commerce et les bureaux (convention No 120);
- poids maximum des charges pouvant être transportées par un seul travailleur (No 127);
- emploi et conditions de travail et de vie du personnel infirmier (No 149);
- durée du travail et périodes de repos dans les transports routiers (No 153);
- services de santé au travail (No 161);
- travail de nuit (No 171);
- travail à domicile (No 177).

3. Les deux Protocoles à approuver concernent l'inspection du travail (No 81) et la sécurité, la santé des travailleurs et le milieu du travail (No 155).

4. La CEP•L prend bonne note de l'intention du législateur d'approuver les Conventions internationales du travail susvisées. Elle y donne son assentiment en le conditionnant tout de même à la prise en considération de sa remarque de principe ci-après.

5. Il existe en effet des dispositions divergentes entre le texte des conventions et la législation luxembourgeoise, certaines dispositions des conventions étant plus favorables, d'autres moins.

Par exemple, dans la convention No 171 concernant le travail de nuit, la définition du travail de nuit (compris entre minuit et cinq heures du matin) s'avère moins favorable que la définition ayant cours au Luxembourg, tandis que la dispense du travail de nuit pour une femme enceinte pourrait être obtenue, en vertu de l'article 7, sur présentation d'un simple certificat médical (au lieu, actuellement, de l'avis du médecin du travail).

6. Notre Chambre demande donc que le ministère procède à une analyse détaillée de la concordance entre les conventions de l'OIT et la législation luxembourgeoise.

S'il s'avère qu'une loi luxembourgeoise est moins favorable que le texte respectif de l'OIT, il convient alors de la retravailler et de la mettre en adéquation avec cette convention.

En revanche, s'il se vérifie que les standards internationaux définis par l'OIT sont moins favorables que le droit luxembourgeois, il est bien évidemment hors de question d'opérer une marche arrière aux détriments des salariés du Grand-Duché.

7. Il serait d'ailleurs peut-être indiqué que les auteurs du projet prévoient en outre une „clause de non-régression“ qui exclurait que le législateur déroge aux dispositions avantageuses des conventions comme cela est, le cas échéant, permis par les textes soumis pour approbation.

Luxembourg, le 19 février 2004

Pour la Chambre des Employés Privés,

Le Directeur adjoint,
Norbert TREMUTH

Le Président,
Jean-Claude REDING